(N° 48.)

Chambre des Représentants.

COMMISSION DE REVISION DE LA CONSTITUTION.

SESSION DE 1892-1893.

XXXV.

Note de M. Frère-Orban relative aux propositions de revision contenues dans le document n° 46 XXXIII (1).

Après les longs travaux, trouvés insuffisants, de la section centrale de 1891 ; après les études non moins considérables de deux commissions parallèles de la Chambre et du Sénat, instituées pour fournir des lumières au Gouvernement, j'attendais avec impatience les projets qui devaient nous être soumis. J'avais bien appris, par des journaux animés d'un grand esprit de justice et de bienveillance, que j'avais été surpris en conversations, que j'aurais jugées d'ailleurs parfaitement légitimes, mais que l'on dénonçait comme une trahison, avec les honorables MM. Beernaert et Woeste, pour élaborer les projets de revision; j'avais bien appris par de mieux informés que l'honorable Chef du Cabinet m'avait fait part, le jour de l'An, au Palais, où je n'ai pas été, du plan qu'il avait arrêté, et que je m'étais empressé d'abuser de sa confidence. Je n'en étais pas moins dans l'ignorance la plus profonde, lorsque, le 2 janvier, à 3 heures après midi, je reçus communication, comme tout le monde, en même temps que la presse, du projet du Cabinet.

Je me hâtai de le lire avec le désir le plus sincère, l'espérance la plus patriotique d'y trouver les éléments de solution d'un problème qui tourmente et inquiète le pays depuis trop longtemps.

A ma grande surprise, avec un vrai chagrin, j'y rencontrai, sur le point fondamental, une vieille connaissance contre laquelle j'avais fait campagne tant en mon nom qu'au nom de mes amis, qui furent unanimes dans leur opposition, et qui me sembla dès lors un étrange moyen de chercher un accord.

---

(1) Propositions présentées par M. Beernaert, le 31 décembre 1892.

Il est vrai que pour la base du droit électoral fondé sur l'habitation, indiquée dès 1891, comme pour la base du droit fondé sur la preuve d'un certain degré de capacité, également signalée à la même époque, le Gouvernement estime qu'il a fait de grandes concessions, qui sont, dit-il, « la marque non équivoque de son vif désir de voir l'entente s'établir entre les partis ».

Dans l'avant-projet de 1891, on tenait compte de l'*occupation* de la partie de terre attenante à l'habitation.

On a montré les vices de ce système, le but que l'on poursuivait en voulant l'établir; on paraît l'abandonner Voilà la concession!

C'est pour le reprendre avec plus d'avantages, sous une forme qui lui donne plus d'extension en conférant le droit électoral à tous les propriétaires d'immeubles d'une valeur d'au moins 2,000 francs.

Le paysan, propriétaire d'une chétive parcelle de terre, obtiendra un droit que personne ou presque personne n'obtiendra au même titre à la ville.

Pour ce qui regarde le droit fondé sur l'instruction, la même pensée de concession se révèle, en même temps que le dégagement de tout esprit de parti, vrai devoir de Gouvernement en présence des questions à résoudre.

En 1891, on annonçait l'intention de conférer le droit « à tout porteur de diplôme universitaire ».

Maintenant on propose d'aller au delà, et voici le moyen que l'on a découvert, et que l'on propose en guise d'expression d'une pensée de conciliation.

Après l'avènement du cabinet actuel et à la suite d'élections communales qui avaient maintenu les libéraux au pouvoir dans nos grandes villes, une vive opposition se manifesta contre la loi de 1883, surtout contre la partie de cette loi qui attribue l'électorat à certaines catégories de personnes. L'opposition était très prononcée à Anvers, où les cléricaux imputaient à cet élément l'échec qu'ils avaient subi dans les élections.

Le ministère fut sommé de faire rapporter cette partie de la loi, et comme il semblait hésiter, les sommations prirent le caractère le plus injurieux.

On annonça pourtant qu'il céderait; mais soit qu'il ne l'ait pas voulu, soit qu'il ait été arrêté par l'opinion publique qui se prononça avec énergie contre cette mesure, on renonça à tenter l'aventure.

Le projet actuel du Cabinet, sous couleur de concession à faire aux partisans de la loi de 1883, consacre cette mutilation de la loi. Il va un peu au delà de l'idée primitivement annoncée « des diplômes universitaires »; il admet comme titre les certificats constatant que l'on a fait « un cours complet d'humanités dans un établissement public ou privé »; il supprime tout le reste.

Sans parler de beaucoup d'autres, il exclut tous ceux qui ont des diplômes d'enseignement moyen, autres que d'humanités;

Tous les lauréats des grands concours, des concours de l'enseignement moyen;

Tous ceux qui ont fréquenté les écoles industrielles, les écoles professionnelles ou d'agriculture;

Enfin, et pour compléter cette dernière exclusion qui, avec celle qui va suivre, s'applique surtout à une élite des classes laborieuses si digne d'intérêt, on élimine d'un trait tous les porteurs de certificats de capacité délivrés à la

suite des concours organisés entre les élèves de la division supérieure des écoles primaires publiques ou privées, et entre ceux des écoles d'adultes.

Et ces brevets électoraux sont maintenant de DIX MILLE par an!

On ne conserve pas le droit électoral à ceux qui le possèdent aujourd'hui; on ne maintient pas même les électeurs des diverses catégories qui ont conquis leur droit et l'ont exercé; on les destitue. Ils ont des titres principalement fondés sur l'instruction d'un degré déjà élevé.

Mais, par contre, on propose de laisser au législateur la faculté d'abaisser l'examen électoral jusqu'à n'être plus que savoir lire, écrire et faire les quatre règles de l'arithmétique.

On peut traduire en chiffres la somme d'ignorance qu'il s'agira d'introduire ainsi dans le corps électoral.

L'examen dans les concours des écoles primaires ou d'adultes est plus difficile que l'examen électoral tel qu'il existe aujourd'hui.

Dans les concours, sur cent inscrits, il y a environ soixante-huit admis, en moyenne générale.

Dans l'examen électoral, sur cent inscrits, soixante-treize obtiennent le diplôme.

Tous ceux qui se sont présentés savent nécessairement lire, écrire et compter, mais sont, pour le surplus, parfaitement ignorants. Ils seront tous électeurs.

Grand encouragement donné à l'instruction du peuple!

Le but que l'on s'est proposé par la loi de 1883 n'a certes pas été de chercher à composer le corps électoral de savants, ni même de gens très instruits, ou de « capacitaires », pour employer le barbarisme dont on a cru devoir se servir; elle a eu pour but légitime et beaucoup plus raisonnable d'éloigner de l'urne les plus ignorants.

On s'est souvenu de ce que répètent, en Suisse, les gens les plus dévoués aux intérêts populaires : la démocratie sans lumières est un fléau.

En se plaçant à pareille distance les uns des autres, comment espérer de s'entendre?

Qu'attend-on, au surplus, du régime que l'on veut substituer à celui que nous avons?

En principe, être électeur à raison de l'habitation que l'on occupe ou de l'impôt que l'on paye sur cette habitation, c'est la même chose au point de vue de la capacité électorale; rien n'est changé sous ce rapport, réserve faite de la quotité de l'impôt ou du revenu cadastral différentiel qui en atténue encore la valeur.

Mais on veut éviter les fraudes, les contestations, les procès auxquels donne lieu l'application du cens : c'est la raison déterminante de la substitution.

Or, sans entrer dans le détail pour le moment, il est de toute évidence qu'avec les éléments du nouveau système on aura tout autant, même beaucoup plus, de difficultés, de fraudes et de procès qu'auparavant.

On a dit que c'était à l'imitation de ce qui se fait dans les Pays-Bas et en Angleterre que l'on voulait baser le droit sur l'habitation, et voici que l'on y renonce dans les Pays-Bas, à cause des contestations que le système y fait

naître, et l'on sait à quelles fraudes énormes il donne lieu en Angleterre, s'il faut en croire ceux qui le pratiquent.

D'ailleurs, ce que l'on propose ne ressemble que par les mots à ce qui est en vigueur en Angleterre. Le point de départ serait bien de l'un et de l'autre côté « l'habitation ». Mais, en Angleterre, le fait de l'habitation ne suffit pas : il faut que celle-ci soit soumise à la taxe des pauvres, que cette taxe ait été acquittée par l'*occupant* et que, de plus, dans les bourgs, il ait également payé toutes les taxes locales. Ici, le payement d'aucun impôt ne serait requis. Or, la taxe des pauvres seule s'élève à plus de 370 millions pour l'Angleterre et le pays de Galles seulement. Il n'y aurait donc pas d'analogie entre les *occupants* de l'un et de l'autre pays.

Dans une note que j'ai écrite pour être annexée au rapport de 1891, mais publiée après le dépôt de ce rapport afin de n'en point retarder la publication, et qu'on a refusé, pour ce motif, d'imprimer dans les documents parlementaires, j'ai montré les erreurs singulières dans lesquelles on était tombé à cet égard, et j'aurai l'occasion de la reproduire dans le rapport nouveau, selon que la discussion pourra le rendre nécessaire.

Assurément, l'un des articles du projet qui nous est soumis, qui soulève les critiques les plus vives, étant considéré comme un calcul de parti, c'est, à part d'autres vices, celui qui établit un cens ou un taux différentiel pour les habitations selon qu'elles sont situées dans telles ou telles localités, à la ville ou à la campagne.

Rien qui ressemble à cela dans la loi anglaise que l'on prétend imiter et importer ici. Dans ce pays, cependant, comme chez nous, la relation des valeurs diffère selon qu'il s'agit de la ville ou de la campagne.

Si l'adhésion au principe de l'habitation à cens différentiel est la condition *sine quâ non* du projet de revision, on rend, par cela même, toute discussion inutile et toute conciliation impossible.

D'après le mode adopté par le projet pour déterminer ces valeurs, le Gouvernement garde une action considérable sur la composition du corps électoral. Il en est de même pour divers autres points, comme on l'établira lors de l'examen des articles.

Mais ce qui est d'une extrême importance, ce qu'il est nécessaire de déterminer, c'est l'étendue du corps électoral qu'il s'agit de constituer, puisque l'ignorance y sera dominante.

Aucune indication précise n'est donnée à cet égard.

Le programme primitif, celui de 1891, était ainsi conçu : « Le Gouverne-
» ment voudrait que le nombre des électeurs généraux fût porté à 600,000
» environ, et il est prêt, disait-il, à examiner avec la section centrale le
» chiffre de revenu cadastral auquel il faudrait s'arrêter pour obtenir ce
» résultat. »

L'examen fit constater qu'avec le revenu cadastral indiqué, il existerait 794,689 maisons « qui permettent à leurs occupants, écrivait-on, d'atteindre au droit électoral ».

Il fut facile de conclure qu'avec les autres éléments, comme la terre attenante à l'habitation, etc., on arriverait à 900,000, peut-être même à 1 million d'électeurs.

Pour établir les propositions nouvelles ayant pour base la *valeur*, on a modifié, semble-t-il, le taux du revenu cadastral soumis au multiplicateur établi par le Gouvernement, et l'on est arrivé, d'après les indications d'un document qui a été distribué, à ramener à 733,000, je pense, le nombre des maisons électorales.

Que faut-il ajouter à ce chiffre du chef des propriétaires d'immeubles d'une valeur de 2000 francs au moins? Le Gouvernement doit le dire ; mais il se tait jusqu'à présent. Le nombre sera très considérable à raison de la grande division de la propriété en Belgique Il n'est si pauvre paysan bien ignorant, propriétaire d'une petite parcelle de terre de 2000 francs, grevée d'hypothèques qui en absorbe la valeur, qui ne sera créé électeur. Combien en donneront les maisons divisées?

A ce nombre, il faudra ajouter tous ceux qui, ne possédant rien, passeront aisément par la fissure de l'examen dérisoire pour constater que l'on sait lire, écrire et compter!

Le corps électoral ainsi constitué atteindra un chiffre très considérable de cinquante pour cent plus élevé, vraisemblablement, que celui indiqué d'abord et dans lequel l'ignorance fera la loi.

L'empire sera acquis au nombre. Il s'exercera avant tout sur la composition des administrations communales, dont la conquête est le but suprême assigné aujourd'hui aux efforts des socialistes, qui prennent le nom de parti ouvrier.

Ce que seront dans ce cas les conseils communaux de nos communes, il est facile de le prédire et de pressentir le sort de nos grandes communes industrielles.

Dans ces conditions, le devoir qui nous incombe de sauvegarder les intérêts du pays, qui seraient compromis, selon nous, par les mesures projetées, ne nous permet pas d'accorder notre concours au Gouvernement.

— Nr 48. —

Kamer van Volksvertegenwoordigers.

COMMISSIE TOT HERZIENING DER GRONDWET.

ZITTYD VAN 1892-1893.

XXXV.

Nota van den heer Frère-Orban betreffende de herzienings voorstellen vervat in het stuk nr 46XXXIII (1).

Na de lange, onvoldoende gevonden werzaamheden der middenafdeeling van 1891; na de niet minder aanzienlijke studiën van de twee gelijktijdig arbeidende commissiën van Kamer en Senaat, ingericht om licht te brengen aan die Regeering, wachtte ik met ongeduld naar de ontwerpen die ons moesten meegedeeld worden. Ik had, wel is waar, vernomen door dagbladen, bezield met eenen grooten geest van rechtvaardigheid en welwillendheid, dat ik betrapt was geweest in gesprek zijnde — iets wat ik overigens als zeer wettig zou hebben beschouwd, maar wat als een verraad werd aangeklaagd — met de achtbare heeren Beernaert en Woeste om de ontwerpen van herziening te bereiden; ik had, wel is waar, door beter ingelichte lieden vernomen dat het achtbaar Kabinetshoofd mij op nieuwjaarsdag, ten Paleize, waar ik niet geweest ben, het door hem vastgesteld plan had medegedeeld en ik mij verhaast had van zijn vertrouwen misbruik te maken. Niettemin verkeerde ik in de diepste onwetenheid, wanneer, op 2 Januari te 3 uren 's namiddags, ik, zoo als eenieder, terzelfdertijd als de drukpers, kennis kreeg van het ontwerp der Regeering.

Ik verhaastte mij het te lezen met den meest oprechten wensch, met de meest vaderlandslievende hoop er het middel in te vinden om tot de oplossing te komen van een problema dat het land maar sedert te lang kwelt en rusteloos maakt. Tot mijne groote verwondering en met eene wezenlijke

(1) Voorstellen door den heer Beernaert aangeboden, den 31 Décembre 1892.

droefheid, trof ik er eene oude kennis in aan, die ik had bevochten zoowel uit eigen naam als uit naam mijner vrienden, die eenparig waren in hun verzet, zoodat het mij een zonderling middel scheen om naar een akkord te trachten.

Wel is waar vermeent de regeering dat zij met het oog op den grondslag van het kiesrecht gesteund op de woning, grondslag reeds in 1891 aangeduid, evenals voor den grondslag van het recht gesteund op het bewijs van eene zekere bekwaamheid, waarop insgelijks te dien tijde werd gewezen, groote toegevingen heeft gedaan die, zegt ze, « het onbetwistbare blijk zijn van haren » oprechten wensch om de verstandhouding tusschen de partijen te verwe- » zenlijken ».

In het voor-ontwerp van 1891 hield men rekening met de occupatie, het gebruik van het gedeelte gronds aan de woning belendende.

Men heeft gewezen op de gebreken van stelsel, op het doel dat men najaagde met het te willen invoeren; men schijnt er van af tezien. Ziedaar de toegeving!

't Is om het stelsel met meer voordeelen terug te nemen, en onder eenen vorm die er meer uitbreiding aan geeft door 't kiesrecht toe te kennen aan alle eigenaars van onroerende goederen eener waarde van minstens 2,000 frank.

De boer, eigenaar van een armzalig stukje land, zal een recht bekomen dat niemand of bijna niemand ten gelijken titel in de stad zal verkrijgen.

Met het oog op 't recht dat het onderricht tot grondslag heeft, geeft zich dezelfde gedachte van toegeving lucht, evenals de lust om zich van allen partijgeest te ontmaken, een wezenlijke regeeringsplicht tegenover de op te lossen vraagstukken.

In 1891 gaf men het inzicht te kennen om het kiesrecht toe te staan « aan elken houder van een universiteitsdiploma ». Thans stelt men voor verder te gaan en ziehier het middel dat men gevonden heeft en dat als de uitdrukking eener gedachte van verzoening wordt aangeboden.

Na dat het tegenwoordig kabinet het roer der zaken had in handen genomen en na gemeenteverkiezingen die de liberalen in onze groote steden aan 't bewind hield, openbaarde zich een levendig verzet tegen de wet van 1883, vooral tegen het gedeelte der wet dat het kiesrecht aan zekere klassen van personen toekent. Het verzet was zeer krachtig te Antwerpen, waar de clericalen aan dat soort kiezers de door hen geleden nederlaag toeschreven.

Van het ministerie werd geëischt dit gedeelte der wet in te trekken en, daar het scheen te aarzelen, namen de eischen het meest beleedigend karakter aan.

Nochtans werd aangekondigd dat het ministerie zou toegeven; doch, 't zij het niet gewild heeft, 't zij het daarin weerhouden werd door de openbare denkwijze, welke zich krachtdadig tegen dien maatregel verklaarde, men zag er van af het spel te wagen.

Het tegenwoordig ontwerp van het Kabinet, onder den schijn van toegeving aan de voorstanders der wet van 1883, bekrachtigt die verminking der wet. Het gaat een weinig verder dan de oorspronkelijk aangekondigde gedachte « der universiteitsdiplomas »; het neemt als titel aan de getuig-

schriften « vaststellende dat men een volledigen leergang van humaniora heeft gevolgd, in een openbaar of vrij onderwijsgesticht »; het schaft al 't overige af.

Zonder van vele anderen te spreken, sluit het al degenen buiten die houders zijn van diplomas van middelbaar onderwijs, andere dan die der humaniora;

Alle laureaten der groote prijskampen, der prijskampen van het middelbaar onderwijs;

Al degene die de lessen der nijverheidsscholen, der beroeps- of landbouwscholen hebben gevolgd.

Eindelijk, en tot volledigingdier laatste uitsluiting welke, met degene welke zal volgen, vooral toepasselijk is op een zoo veel belang inboezemend uitgelezen deel der werkende klassen, schrapt men in eens van de lijst al de houders van bekwaamheidsgetuigschriften afgeleverd tengevolge van wedstrijden ingericht onder de leerlingen van de hoogere afdeelingen der openbare of vrije lagere scholen, alsmede die ingericht onder de leerlingen der scholen voor volwassenen. En die kiesbrevetten hebben thans het getal van *tien duizend* 's jaars bereikt!

Het kiesrecht word niet behouden aan degenen die het thans bezitten; men behoudt niet eens de kiezers der verschillende klassen die hun recht veroverd en het uitgeoefend hebben; ze worden van dat recht beroofd. Zij bezitten titels voornamelijk op het onderricht van eenen reeds hoogen graad. Doch, daarentegen, stelt men voor, aan den wetgever de macht te laten om het kiesexamen te verminderen tot de eenvoudige kennis van lezen, schrijven en de vier regels der rekenkunde.

De onwetendheid die men aldus in 't kiezerskorps zal binnen brengen, kan in cijfers uitgedrukt worden.

Het examen in de prijskampen der lagere scholen of scholen voor volwassenen, is moeilijker dan het kiesexamen zooals het heden bestaat.

In de wedstrijden worden er op honderd ingeschrevenen ongeveer acht en zestig toegelaten; 't is het algemeen gemiddeld cijfer.

Op honderd ingeschrevenen voor het kiesexamen, wordt het diploma aan drie en zeventig toegereikt.

Al degenen die zich hebben aangeboden kunnen noodzakelijk lezen, schrijven en rekenen, maar zijn, voor het overige, volkomen onwetend. Ze zullen alle kiezers zijn. Groote aanmoediging gegeven aan het volksonderricht!

Het doel dat men beoogde met de wet van 1883 was zeker niet te trachten het kiezerskorps samen te stellen uit geleerden, zelfs niet uit zeer geletterde lieden, of « capacitaires » om de wantaal te gebruiken die men gemeend heeft te moeten bezigen; haar wettig en veel redelijker doel, was de meest onwetenden van de stembus te verwijderen.

Men heeft herinnerd wat in Zwitserland herhaald wordt door hen die het meest aan de belangen des volks zich toewijden : de niet verlichte democratie is eene plaag.

Wanneer men zich op zulken afstand van elkander plaatst, hoe kan men dan de hoop koesteren zich te verstaan?

Wat verwacht men, overigens, van het stelsel dat men wil invoeren ter vervanging van 't stelsel dat wij thans bezitten?

Kiezer te zijn uit hoofde van de woning die men in gebruik heeft of uit hoofde van de belasting die men voor die woning betaalt, staat, in beginsel, gelijk met het oog op de kiesbekwaamheid. In dit opzicht is niets veranderd onder voorbehoud der hoeveelheid van de belasting of van het veranderlijk kadastraal inkomen dat er nog de waarde van vermindert.

Maar men wil het bedrog vermijden en tevens de rechtsgedingen waar de toepassing van den cijns aanleiding toe geeft : 't is de overwegende reden der invoering van het nieuw stelsel.

Welnu, zonder voor 't oogenblik tot kleinigheden af te dalen, is het zonneklaar dat met de gegevens van het nieuw stelsel men evenveel, zelfs veel meer moeielijkheden, bedrog en rechterlijke betwistingen zal hebben dan vroeger.

Men heeft gezegd dat men de woning als grondslag van het kiesrecht nemende, het voorbeeld wilde volgen van wat in de Nederlanden en in Engeland geschiedt, maar nu gebeurt het dat men er in Holland van afziet, uit hoofde der betwistingen dat het stelsel er doet ontstaan en men weet tot welk ontzettend bedrog het aanleiding geeft in Engeland, indien men degenen moet gelooven die het uitoefenen.

Overigens, wat men ons voorstelt, gelijkt slechts door de woorden aan wat in Engeland bestaat. Het uitgangspunt zou wel aan deze zooals aan gene zijde de « woning » zijn. Maar, in Engeland, is het feit der woning niet voldoende : de woning moet onderworpen zijn aan de armenbelasting, die belasting moet gekweten zijn door den *bewoner*, en bovendien, al de plaatselijke belastingen moet hij in de *boroughs* betaald hebben. Hier zou de betaling van geene belasting hoegenaamd vereischt worden. Welnu, alleen voor Engeland en het land van Wallis bedraagt de enkele armenbelasting 370 millioen. Tusschen de *bewoners* van het eene en het andere land zou er dus geene gelijkvormigheid bestaan.

In eene door mij geschreven nota, bestemd om bij 't verslag van 1891 gevoegd te worden, doch uitgegeven na de neerlegging van dat verslag ten einde dezes openbaarmaking niet te vertragen, en welke men, om die reden, geweigerd heeft als parlementair stuk te drukken, heb ik gewezen op de zonderlinge dwalingen waarin men te dien opzichte was vervallen en ik zal de gelegenheid hebben haar nogmaals te doen opnemen in het nieuw verslag, naar gelang de beraadslaging zulks noodig zal kunnen maken.

Een der artikels van het ons aangeboden ontwerp dat het levendigst wordt afgekeurd, vermits men het als eene partijberekening beschouwt, is ongetwijfeld, benevens andere gebreken, dit hetwelk eenen veranderlijken cijns of eene veranderlijke belasting invoert voor de woningen, volgens zij in deze of gene plaats, in de stad of op het platte land gelegen zijn.

Niets van dien aard in de engelsche wet, welke men beweert na te volgen en hier in te voeren. Nochtans in dat land, evenals bij ons is de verhouding van de waarde verschillend naarmate het de stad of den buiten geldt.

Indien de toetreding tot het beginsel der bewoning met veranderlijken cijns de onvermijdelijke voorwaarde van het ontwerp tot herziening is, dan

maakt men daardoor alleen alle bewerking mitteloos en alle verstandhouding onmogelijk.

Volgens de wijze door het ontwerp aangenomen om die waarden te bepalen, behoudt de Regeering eenen *gewichtigen invloed* op de samenstelling van het kiezerskorps. Datzelfde geldt voor verscheidene andere punten zooals bij het onderzoek der artikelen zal worden aangetoond.

Doch wat van 't grootste belang is, wat noodzakelijk moet worden aangewezen, is de uitgebreidheid van het kiezerskorps dat moet worden samengesteld, aangezien de onwetendheid er overheerschend zijn zal.

Geene enkele aanwijzing wordt dien aangaande gegeven.

Het oorspronkelijk programma, dat van 1891, was aldus opgesteld : « De Regeering zou wenschen dat het getal der algemeene kiezers gebracht werd op ongeveer 600,000 en zij is bereid, zegde het, om met de middensectie het cijfer te onderzoeken van kadastraal inkomen, waarbij men zich zou moeten bepalen om dien uitslag te bekomen. »

Het onderzoek deed uitschijnen dat met het aangewezen kadastraal inkomen er 794,689 woningen zouden bestaan « die, zoo schreef men, aan hunne bewoners zouden toelaten het kiesrecht te bereiken ».

Het was gemakkelijk te besluiten dat met de andere gegevens zooals de aan de woning belendenden grond enz men tot 900,000 zelfs misschien tot een millioen kiezers zou komen.

Om de nieuwe voorstellen die de *waarde* tot grondslag hebben te vestigen heeft men, naar het schijnt, de taks van het kadastraal inkomen aan den door de Regeering vastgestelden vermenigvuldiger onderworpen en men is er toe gekomen, volgens de aanwijzingen van een document, dat rondgedeeld is geworden, de kiesrechtgevende huizen tot een getal van 733,000 naar ik meen, te beperken

Wat moet men bij dit cijfer voegen uit hoofde van de eigenaars van onroerende goederen van eene waarde van minstens 2,000 frank? De Regeering moet het zeggen ; maar tot nu toe zwijgt zij. Het getal zal zeer aanzienlijk zijn, uit hoofde van de groote verdeeldheid van den eigendom in Belgie. Er is geen boer zoo arm, zeer onwetend, of hij is eigenaar van een stuk land van 2,000 frank, belast met hypotheken die er de waarde van opslorpen, die geen kiezer zal worden. Hoevele zullen de in gedeelte bewoonde huizen er opleveren? Bij dit getal moet men voegen al degenen die, niets bezittende, gemakkelijk zullen gaan door de spleet van het belachelijk examen, om vast te stellen dat men kan lezen, schrijven en rekenen.

Het dus samengestelde kiezerskorps zal een zeer aanzienlijk cijfer bereiken, waarschijnlijk vijftig ten honderd hooger dan het eerst aangeduide en waarin de onwetendheid de wet zal zijn

Het rijk zal aan het getal behooren, het zal eerst en vooral heerschen in de samenstelling van de gemeentebesturen, wier verovering heden ten hoogste doel gesteld wordt aan de pogingen der socialisten, die den naam aannemen van werkliedenpartij.

Wat in dat geval de gemeenteraden zullen zijn van onze gemeenten, is

gemakkelijk te voorspellen en men kan vooruit denken wat het lot van onze groote nijverheidsgemeenten zijn zal.

In deze voorwaarden, laat de plicht die op ons rust om de belangen des lands te vrijwaren, welke belangen, volgens ons, door de voorgestelde maatregelen gevaar zouden loopen, ons niet toe onze medewerking aan de Regeering te verleenen.